

Reconnaître les acquis non formels et informels

Repères pour l'élaboration des politiques

LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS NON FORMELS ET INFORMELS : UNE PRIORITÉ DE L'ACTION PUBLIQUE

- Les acquis non formels et informels (qui s'obtiennent en dehors des établissements d'enseignement classiques) peuvent constituer une source importante de capital humain. Leur reconnaissance rend ce capital humain plus visible et augmente sa valeur pour l'ensemble de la société.
- La reconnaissance des acquis peut permettre de mener à terme des études formelles de manière plus rapide, plus efficace et à moindre coût, puisqu'il n'est pas nécessaire de suivre des cours dont on maîtrise déjà le contenu.
- La reconnaissance des acquis non formels et informels peut également aider les employeurs et les actifs à bénéficier d'une bonne adéquation entre compétences et poste, et les demandeurs d'emploi à informer les employeurs de leurs compétences.

LA RECONNAISSANCE OFFRE DE MULTIPLES AVANTAGES

- La reconnaissance génère quatre types d'avantages :
 - Des avantages économiques, en réduisant les coûts directs et les coûts d'opportunité des études formelles et en permettant d'utiliser le capital humain de manière plus productive
 - Des avantages du point de vue de l'enseignement, qui peuvent servir de base à l'apprentissage tout au long de la vie et à l'avancement professionnel
 - Des avantages sociaux, en renforçant l'équité et l'accès à des formations complémentaires et au marché du travail, pour les groupes défavorisés, les jeunes démobilisés et les actifs plus âgés
 - Des avantages psychologiques, en donnant conscience aux individus de leurs capacités et en reconnaissant leurs mérites

LA RECONNAISSANCE PEUT COMPRENDRE PLUSIEURS ÉTAPES DE PLUS EN PLUS FORMELLES

- La reconnaissance des acquis non formels et informels se déroule sur plusieurs étapes :
 - Définir et consigner ce qu'une personne sait ou peut faire
 - Valider le fait que cette personne répond à certaines prescriptions ou normes
 - Décerner une certification ou un titre reconnu
- La reconnaissance n'est complète que si la certification ou le titre est accepté par la société comme valable et crédible. En dernier lieu, il serait possible que le processus de reconnaissance aboutisse à une certification en tous points équivalente à celle obtenue dans le système d'apprentissage formel.

LES PROCÉDURES DE RECONNAISSANCE DOIVENT ÊTRE RENFORCÉES

- Améliorer la communication et l'information à propos de la reconnaissance des acquis, notamment par l'orientation professionnelle et les services de conseil tout comme d'autres services à l'intention des demandeurs d'emploi et d'autres groupes cibles.
- Rapprocher les procédures de reconnaissance et les mesures relatives à la formation tout au long de la vie, et mettre davantage l'accent sur les acquis dans tous les lieux d'apprentissage.
- Simplifier et renforcer les procédures de reconnaissance :
 - prévoir un registre des certifications pouvant être obtenues par des procédures de reconnaissance des acquis

- élargir la gamme des compétences pouvant être évaluées
- insérer les procédures de reconnaissance dans les normes et cadres de certification existants
- S'assurer que le processus d'évaluation relatif à la reconnaissance permet incontestablement d'obtenir des indicateurs fiables, transparents et cohérents des aptitudes et des compétences, en
 - mettant en place des procédures d'assurance qualité rigoureuses
 - appliquant des techniques d'évaluation appropriées, notamment des essais
 - faisant appel à des évaluateurs compétents et bien formés

LA RECONNAISSANCE A DES AVANTAGES MAIS AUSSI DES COÛTS

- Examiner soigneusement les coûts et les avantages lorsque sont étudiées les solutions possibles pour étendre les procédures de reconnaissance des acquis, et comparer les avantages et les coûts des études formelles alternatives.
- Accorder la priorité aux acquis très recherchés sur le marché du travail, qui génèrent les avantages les plus élevés, afin de compenser le coût d'un processus de reconnaissance plus vaste et formalisé
- Veiller à ce que les procédures et les méthodes de reconnaissance soient de qualité élevée et cohérentes, afin d'éviter des informations erronées sur les compétences des individus qui pourraient générer des coûts économiques supplémentaires.

RÉFÉRENCES

Ces repères généraux pour l'élaboration des politiques sont tirés de l'examen thématique de la reconnaissance des acquis non formels et informels, qui porte sur les mesures et les méthodes de reconnaissance de 23 pays. Ces conclusions de cet examen sont présentés dans *Reconnaître l'apprentissage non formel et informel : résultats, politiques et pratiques*, paru en mars 2010. Les rapports de base préparés par 23 pays, le rapport *Reconnaissance des acquis d'apprentissages non formels et informels : Les pratiques des pays*, et d'autres documents de l'examen sont également disponibles sur le site web de l'OCDE : www.oecd.org/edu/recognition.